

Quatorzième Année. — N° 19.

Prix du numéro 10 centimes.

Jeudi 9 Mars 1899.

Bureaux: Rue de la Serre, 58.



## ABONNEMENTS

Un an: Six mois:  
Suisse . . . Fr. 6» — Fr. 3» —  
Union postale » 12» — » 6» —  
On s'abonne à tous les bureaux de poste.

Paraissant le Jeudi et le Dimanche à la Chaux-de-Fonds

## ANNONCES

Provenant de la Suisse 20 ct. la ligne  
» de l'étranger 25 » »  
Minimum d'une annonce 50 cent.  
Les annonces se paient d'avance.

Organe de la Société intercantonale des Industries du Jura, des Chambres de commerce, des Bureaux de contrôle et des Syndicats professionnels.

## Un article de la « Réforme économique »

Si les journaux quotidiens restent muets sur la question des ateliers et de la vente, il n'en est pas de même de la presse économique. La *Réforme économique* vient de lui consacrer l'article suivant :

## Inquiétudes à propos de l'Exposition de 1900.

Si on s'en rapporte aux affirmations de notes dont l'origine officielle est évidente, le nombre des demandes d'admission à l'Exposition de Paris serait déjà considérable. Nous voulons bien le croire, à condition qu'on nous concède que cette affluence de demandes est récente. Rien n'autorisait, jusqu'ici, à prévoir un si grand nombre de sollicitations.

Tout à l'inverse, les personnes en situation d'être exactement informées de ce qui se passe dans le monde des affaires étaient très frappées de la réserve affectée à cet égard par un grand nombre d'industriels, et des plus importants dans toutes les branches de notre production.

Cette réserve s'appliquait, d'ailleurs, par les inquiétudes trop légitimes qu'inspirait, il y a peu de semaines, la situation extérieure, et qui ne sont pas encore complètement dissipées. Elle se justifiait également par les préoccupations qu'éveillait et qu'éveille encore la crise intérieure que traverse notre pays.

Nous ne revenons pas sur la question si grave de la protection des dessins industriels, que nous avons déjà traitée et pour laquelle aucune solution n'est encore intervenue : c'est surtout au point de vue de la participation des étrangers que cette question présente une importance de premier ordre : et l'on est en droit de s'étonner que la haute direction de l'exposition n'ait rien fait encore en

vue de calmer des inquiétudes fort légitimes.

Mais il y a d'autres questions à régler. Nous nous bornerons, pour aujourd'hui, à signaler celle qui préoccupe, à juste titre, l'industrie de l'orfèvrerie, de la bijouterie et de la joaillerie.

On sait que l'Administration de l'Exposition a eu l'idée d'organiser des ateliers dans la section industrielle. Or, dans le règlement général de l'Exposition figure un article ainsi rédigé :

Aucun objet ne pourra être enlevé avant la clôture de l'exposition sans une autorisation délivrée par le Directeur général de l'exposition.

*Cette interdiction ne s'appliquera pas aux produits que certains exposants seraient autorisés à fabriquer sous les yeux du public.*

Il convient de rapprocher du texte de cet article, les commentaires auxquels il a donné lieu, de la part du commissaire général, dans son rapport, où il disait :

Aucun objet vendu ne doit pouvoir être enlevé avant la clôture de l'exposition. Si l'on n'y tenait la main, les galeries se transformeraient en de vastes bazars et risqueraient d'être rapidement dépouillées. Toutefois, comme un nombre aussi grand que possible de machines et d'appareils seront mis en marche sous les yeux du public, il faudra assurer l'évacuation des objets ainsi fabriqués et, dès lors, les soustraire à l'application du principe général.

Le comité d'admission de la classe de l'orfèvrerie, de la bijouterie et de la joaillerie s'est montré, à juste titre, fort ému de cette disposition spéciale. Il est évident que la vente dans l'enceinte de l'exposition fera une concurrence très sérieuse au commerce parisien, d'autant plus qu'il n'est ignoré de personne que la bijouterie allemande s'organise en vue du fonctionnement de plusieurs ateliers dans l'exposition. Or, il est facile de deviner qu'elle ne fera pas de cette vente une source de profits immédiats. Ce sera surtout pour elle un pro-

cédé de « réclame » et de propagande, et, dans ce but, elle abaissera ses exigences au minimum, si même elle ne se résigne pas à vendre à perte, en vue du bénéfice ultérieur qu'elle tirerait de la clientèle française qu'elle se serait ainsi créée.

Il n'y a pas à objecter que les fabricants français peuvent adopter une tactique analogue. Leurs relations d'affaires avec le commerce parisien ne leur permettent pas, sans courir le risque de perdre la clientèle de celui-ci, d'organiser des ateliers, non plus que de vendre à meilleur marché.

Ces objections ont été présentées par le Comité d'admission de la classe à M. Picard, qui les a écartées par une fin de non-recevoir.

Le plus clair résultat de cette attitude du Directeur général a été de provoquer l'adhésion d'un plus grand nombre des représentants de l'industrie menacée à la protestation du comité.

Un congrès, auquel assistaient les représentants de toutes les Chambres syndicales, a été tenu, le 8 décembre dernier, à Paris. On a voté dans cette réunion le vœu suivant :

Les bijoutiers, joailliers, orfèvres de Paris et des départements, représentés personnellement par les délégués de leurs syndicats au Congrès réuni le 8 décembre à Paris, prient respectueusement M. le Ministre du Commerce de faire appliquer dans sa lettre et dans son esprit le texte du règlement général approuvé pour l'Exposition universelle de 1900.

Ils demandent que la vente avec livraison immédiate, déjà interdite dans les galeries d'exposition, soit également prohibée dans les ateliers de production en raison des termes de l'article 59 dudit règlement, article commenté dans ce sens par le rapport de M. le Commissaire général.

Ils voudraient, en outre, que toute infraction aux dispositions contenues dans cet article entraîne, pour son auteur, à une sanction efficace déterminée par l'administration elle-même.

Ils prient enfin M. le Ministre du Commerce

d'examiner les raisons qui militent en faveur de l'interdiction, raisons exposées dans le rapport adopté par le Congrès; ils espèrent que le grand tournoi où sont conviées toutes les nations ne deviendra pas pour l'industrie et le commerce français une source de ruine, si l'interprétation erronée de textes précis devait prévaloir.

Il n'a été tenu aucun compte de ce vœu; mais ceux qui l'ont émis ne se tiennent pas pour battus: ils sont résolus à faire poser, s'il y a lieu, la question devant le Parlement par voie d'interpellation.

Sans préjuger le résultat du débat, il suffit de noter l'incident pour donner à entendre qu'on ne fait peut-être pas tout ce qu'il convient pour entraîner l'élite de l'industrie française à prendre part à l'Exposition.

Il ne serait pas inutile qu'une révision sérieuse fut faite par la direction de l'exposition d'un règlement général qui paraît avoir été élaboré avec une certaine légèreté.

P. SINGENY.

D'autres revues nous ont promis leur concours.

### Information

Les intéressés peuvent demander des renseignements sur la maison

**Wilhelm Siehl  
Rotterdam**

au Secrétariat général de la Chambre cantonale du Commerce, à la Chaux-de-Fonds.

### Chez les fabricants de pendants

Les fabricants d'horlogerie ont reçu la circulaire suivante:

M.,

Nous avons l'avantage de vous confirmer notre circulaire du 13 cl. en la complétant et en la modifiant sur certains points de détail qui avaient échappé à notre attention; nous la complétons, en outre, en vous donnant communication des noms des maisons produisant l'article au poids qui ont adhéré au groupement et qui forment la totalité des fabricants d'assortiments au poids pour la boîte de montre.

Notre groupe aura pour raison sociale:

*Société des fabricants d'assortiments  
pour la boîte de montre.*

Cette Société a été établie, sans exagération, des prix normalement rémunérateurs pour la vente de ses articles au poids (matière et façon).

Chaque membre continuera pour le propre compte de sa maison, la vente directe de ses articles aux consommateurs, mais il sera soumis à la stricte observation des prix minima et des conditions de vente établis par la Société: aucun d'eux ne pourra, en aucun cas, sous quel prétexte et par quel moyen que ce soit, se soustraire à ces prix et à ces conditions.

Les articles qui sont actuellement soumis au tarif minimum de la Société sont les suivants:

1. La matière blanche, argent à tous titres et soudure, son prix au poids:

2. La matière galonnée sur argent, son prix au poids:

3. Les pendants et les anneaux en argent à tous titres et les pendants et les anneaux galonnés sur argent massif et creux, leur prix de façon.

4. Le taraudage des anneaux argent et galonnés sur argent et les vis nécessaires à ces anneaux.

Les représentants et les voyageurs des maisons faisant partie de la Société sont chargés de renseigner, dans leurs tournées, les consommateurs sur les prix tenus par la Société: en outre, chaque chef de maison répondra, par retour du courrier, à toute demande de renseignements sur ces prix.

Les conditions de vente sont définitivement établies de la manière suivante:

*Fin de mois comptant (1 à 30 jours), escompte 3 %. Au delà de 30 jours, net sans escompte.*

Ces conditions de vente s'appliquent à tous les articles, sans exception, produits par les membres de la Société, que ces articles soient en argent, en galonné, en acier, en métal ou en plaqué or.

Les prix du tarif minimum sont appliqués depuis le 13 février: les conditions de vente seront appliquées à partir du 1<sup>er</sup> mars prochain.

La nécessité nous ayant obligés à nous grouper pour enrayer une baisse désastreuse aux intérêts généraux de l'industrie horlogère, nous espérons que vous voudrez bien reconnaître l'utilité de notre Société et voir en elle le précurseur du relèvement partiel et progressif de vos propres produits.

En sollicitant la continuation de votre confiance, nous vous prions d'agréer, MM., nos salutations bien sincères.

Chaux-de-Fonds, le 25 février 1899.

Les membres de la Société des fabricants d'assortiments au poids pour la boîte de montre:

Fiffel-Gonin & Cie.  
Neukomm, Montandon & Härtel.  
Usines des reques.  
Jules Mathey.  
Müller & Sartorio.  
Eugène Brischoux.  
Cornu & Cie.  
Jules Bourquin.  
Sésone & Lovios.  
J. Pellier.  
Jeanneret, Hüninger & Cie.

### Banque de la Confédération

Le Conseil fédéral a terminé la discussion de la loi créant une banque de la Confédération. Il a confirmé les décisions de la grande commission d'experts. Ces décisions ont déjà été publiées. (Voir notre numéro du 28 novembre 1898.) La seule modification de fond concerne le capital de fondation que le Conseil fédéral porte à 36 millions de francs entièrement versés, tandis que la commission proposait un capital de fondation de 60 millions, dont la moitié seulement serait versée. L'assemblée fédérale a le droit de porter ce capital au double de son effectif primitif.

(Feuille off. suisse du commerce.)

### Légations

Le Conseil fédéral a, en date du 3 mars, nommé M. Joseph Choffat, de Soubey (Jura bernois), docteur en droit, actuellement conseiller de légation, à Rome, en qualité de ministre-résident et consul général suisse au siège de Buenos-Aires pour la République argentine, l'Uruguay et le Paraguay.

### Association des fabricants et marchands de bijouterie, joaillerie, orfèvrerie de et à Genève.

Les membres de cette association ont reçu la circulaire suivante, qu'on nous prie de reproduire.

Genève, le 6 mars 1899.

Nonsieur et cher collègue.

Depuis notre dernière circulaire, nous avons plusieurs faits à vous signaler qui sont les suivants:

1<sup>o</sup> *Exportation à Cuba et Porto-Rico.*

Les autorités des Etats-Unis ont fixé le tarif ci-après pour nos articles:

*Bijouterie or ou argent*, avec ou sans pierres précieuses ou perles, par hectogramme net 7 1/2 dollars.

*Bijouterie argent*, sans pierres précieuses ou perles, par hectogramme net, 4 1/2 dollar.

2<sup>o</sup> *Exportation en France.*

Ensuite d'une lettre du directeur général des Contributions indirectes, en date de la fin de l'année 1898, dorénavant, les objets en or ou en argent importés temporairement (c'est-à-dire nos envois à choix, en douane) seront soumis au même régime que les objets de fabrication française, soit à l'essai et à l'apposition du poinçon, comme cela se pratique pour les objets destinés à la consommation. Les expéditeurs auront toujours la faculté de se faire rembourser les droits de garantie en faisant, lors de la sortie, oblitérer le poinçon.

Par conséquent, la faculté que nous avions précédemment d'envoyer des choix de marchandises aux bureaux de douane sans faire contrôler les objets est supprimée.

(M. Panier, agent de douane, à Bellegarde, se tient à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements utiles, 9, rue Pradier, Genève.)

3<sup>o</sup> *Exposition en 1900, à Paris.*

D'information diverses, l'industrie horlogère suisse y sera bien représentée, un assez grand nombre d'adhésions ayant été recueillies, et il est à désirer que la notre le soit également dans une bonne proportion.

4<sup>o</sup> *Exportation en Italie.*

La loi sur le contrôle obligatoire n'a pas encore été présentée aux Chambres, mais il est à supposer que cette année on verra le vote et l'application. Dans notre dernière circulaire, nous vous avons indiqué les désirs que nous avons exprimés au sujet de cette loi, en ce qui concerne nos intérêts commerciaux.

Recevez, Monsieur et cher collègue, nos bonnes salutations.

Le Secrétaire. Le Président.

E. TISSOT. J. GUILLAUMET-VAUCHER.

NB. — D'après les données statistiques mensuelles des consulats des Etats-Unis en Suisse, notre exportation dans ce pays, qui n'avait été pendant le mois de Janvier 1898 que de fr. 2,781, a été pour le mois de Janvier 1899 de fr. 25,773.

Nous aimons à croire que cette bonne augmentation continuera.

### Le colportage et le projet de loi sur la police du commerce

On écrit au *Nouvelliste vaudois* les lignes suivantes qui ne manquent pas d'intérêt, la question du colportage étant discutée un peu partout.

« Au cours de la dernière session du Grand Conseil vaudois la question du colportage a donné lieu à une discussion assez longue et qui sera certainement reprise dans la session actuelle.



« Voyons en deux mots comment, au point de vue général, cette question se présente. C'est assez bizarre ; aucun Suisse ne peut colporter à l'étranger et tous les étrangers peuvent colporter chez nous !

« D'où cela provient-il ?

« Première raison : Nous n'avons, avec les pays qui nous environnent, aucun engagement réciproque par traités de commerce au sujet du colportage. Secondement, nos juristes ont mis les colporteurs à quelque nationalité qu'ils appartiennent, au bénéfice de l'art. 31 de la Constitution, ce qui, à notre avis, est une erreur.

« Sans doute, l'article 31 précité garantit la liberté de commerce et de l'industrie, mais, d'autre part, il paraît naturel que pour exercer un métier on possède un domicile réel, afin de pouvoir, par exemple, exercer éventuellement des poursuites : c'est précisément ce que n'ont pas les colporteurs, presque tous des étrangers.

« Il est vrai que le Conseil fédéral est déjà revenu un peu de sa manière de voir en donnant aux cantons la liberté pleine et entière de régler à leur gré le colportage.

« Cela dit, voyons ce qui en est dans le canton de Vaud.

« L'article 17 de notre loi actuelle sur le colportage dit : « Il est interdit aux personnes exerçant des professions ambulantes de pénétrer dans les logements particuliers sans y avoir été préalablement autorisés. »

« L'article 70 du projet de loi sur la police du commerce disait : « Le colportage de maison en maison est interdit. » Le Grand Conseil a profondément modifié cette disposition. Nous le regrettons. Nous espérons vivement que dans le second débat le Grand Conseil reviendra à l'actif primitif.

« L'article de la loi actuelle interdit l'entrée dans les appartements, tandis que l'article proposé interdit l'entrée dans les maisons. Si la différence ne paraît pas très grande au premier abord, elle le sera cependant assez pour permettre de mettre fin aux abuts criants qui se renouvellent chaque jour.

« Reste à voir qui l'on veut atteindre par ce moyen. Ce n'est assurément pas ces pauvres petits enfants qui au printemps, par exemple, viennent offrir des violettes ou du rampon, puisque le premier alinéa de l'article 14 dit : « La vente temporaire ou ambulante des produits de l'agriculture n'est pas soumise à patente ». Ce n'est pas non plus le ressortissant pauvre d'une commune qui peut encore gagner quelques sous en vendant des objets dont la valeur est connue de chacun : l'article 53 prévoit pour ces personnes des patentes gratuites. Non, ceux que l'on veut atteindre ce sont ces exploiters étrangers qui viennent s'imposer chez nous et obligent nos ménagères à leur acheter à des prix excessifs des articles dont elles n'ont nul besoin, mais qu'elles sont forcées de prendre pour se débarrasser de ces individus dont la plupart ont un casier judiciaire des mieux assortis. Il est bon d'ajouter que ces gens-là s'attaquent un peu à tout le monde, même en ville. Il n'y aurait à cet égard qu'à demander des renseignements à un certain nombre de Lausannois qui, l'autre jour encore, achetaient de 8 à 70 fr. des peaux de tigres... faites avec des poils de chèvre du Thibet !

« Pour terminer, nous désirons attirer l'attention de Messieurs les députés sur l'article 73 du projet de loi qui dit à son premier alinéa : « Il est interdit de confier aucun colportage à des enfants âgés de moins de 12 ans. » Puis plus loin : « Ces enfants ne peuvent être

« autorisés à colporter après 9 heures du soir ».

« Parlant du colportage proprement dit, nous estimons qu'avant 16 ans au moins un enfant ne devrait pas pouvoir exercer ce métier, qui est bien plutôt à cet âge encore une école du crime ; la proposition en a déjà été faite et nous aimerions beaucoup qu'elle soit adoptée en second débat. (Le canton de Fribourg a 18 ans.)

« Quant à l'heure fixée, nous estimons également qu'elle est beaucoup trop tardive et que depuis 7 heures du soir les enfants ne devraient plus pouvoir courir les maisons et les cafés pour colporter quoi que ce soit. »

Z.

## AVIS

Nous prions les personnes qui nous transmettent des offres ou des demandes de renseignements se rapportant à des annonces de bien vouloir répéter exactement le numéro de l'annonce et de joindre un timbre de 10 cts ou une carte postale pour la réponse.

### Cote de l'argent

du 8 Mars 1899

Argent fin en grenailles. fr. 105.— le kilo.

Argent fin laminé, devant servir de base pour le calcul des titres de l'argent des boîtes de montres . . . fr. 107.— le kilo.

Fabrique d'assortiments à ancre  
par procédés mécaniques  
pour échappements fixes  
Vente exclusive en gros  
**E. Indermühle**  
**Bienne**  
Prix-courant sur demande  
Téléphone 5235

FABRICATION D'HORLOGERIE  
Spécialité de montres quantième  
en tous genres et pour tous pays  
**ARNOLD BERGER**  
Rue du Grenier 41 d 5393  
**LA CHAUX-DE-FONDS**

Montres à heures sautantes au  
centre du cadran, du système  
le plus simple et le plus solide,  
sont les meilleur marché des sans  
aiguilles. 5426

Se fabriquent chez

**L. Marillier, à Bienne.**

Médailles d'argent, Paris 1878 et 1889  
Fabrique d'Aiguilles de montres  
**WAGNON FRÈRES**  
Ami Wagnon, sr  
Genève — Chaux-de-Fonds — Locle  
Aiguilles Louis XV ciselées, or  
acier et composition dorée. Petites  
et grandes secondes, chronogr.,  
quantièmes, compteurs, etc. 5132

FABRICATION  
d'HORLOGERIE  
en tous genres et pour tous pays  
Spécialité de montres  
Quantièmes interchangeables  
19 à 30 lignes  
Promptes livraisons

**J. H. HASLER**

49, Rue de la Serre, 49

**LA CHAUX-DE-FONDS**  
(Suisse) 5167

Atelier de plantages ancre  
en tout genre 5277  
Petites et grandes pièces  
**Z. Barbezat-Robert, Verrières**

Chx-de-Fds 1881 Médailles de Bronze Genève 1896  
**Jeanneret-Perret, Chaux-de-Fonds**  
Succ. de E. Jeanneret-Batiss 5253  
Cadrans émail en tous genres  
Fondants tous genres, depuis 4 lig.  
Chronographes — Sec. rapportées — Fantaisies  
Belle fabrication — Prix modérés

Fabrique d'assortiments ancre  
par procédés mécaniques 5091  
pour échappements fixes  
**César Scholl**  
Perles près Bienne  
Prix-courant sur demande

**Vittorio Tarchi, à Florence**  
-- Fabrique d'orfèvrerie et argenterie --  
Style étrusque

Emaux, miniatures, mosaïque.  
Spécialité en travaux artistiques  
et de fantaisie en filigrane et émail  
de toutes couleurs, style étrusque  
sur boîtes de montres. 5425

Représenté par

**L. Marillier, à Bienne.**

Fabrique de Cadrans d'émail  
en tous genres  
**JULIEN WEIBEL**  
**St-Imier**

Spécialité et grande variété de  
cadrans fondants reliefs soignés  
et bon courant.  
Nouveau genre breveté de déco-  
ration sur fonds de boîtes acier  
oxydé. 5317

Fabrique d'horlogerie  
**C. MEYER-GRABER**  
Rue de la Paix 85,  
**LA CHAUX-DE-FONDS** (Suisse)  
Spécialité de « Montres Roskopf »  
en tous genres 5447  
Prix exceptionnels et qualité irréprochable

**Achat  
au comptant**

de montres argent et métal,  
genres anglais. 5439

**Fritz Kundert, 73 Hall Road,**  
Handsworth, Birmingham.

**Huile  
SINE DOLO**

Qualité extrafine p<sup>r</sup> montres

Huile pour Barillets, Pendules  
et Boîtes à musique.

**Graisse** 5440  
p<sup>r</sup> mécanismes de Remontoirs

**L. ROZAT,**  
fabricant d'horlogerie soignée  
**CHAUX-DE-FONDS**



Fabrication de montres système  
Roskopf, boîte acier, fantaisie,  
acier et métal avantageux.

**E. Sagne-Geiser**  
**Sonvillier** (Suisse). 5306

# LA MARINE

## Compagnie d'assurance des risques de transport

Fondée à Londres en 1836

Capital Fr. 25.000.000 — Réserve Fr. 14.375.000

Assurance du transport de valeurs et de marchandises, par terre et par eau, par polices spéciales, d'abonnement et en bloc. — Assurances de corps de bateaux à vapeur. — Assurances de voyages.

Par son ancienneté et la puissance de ses capitaux, la Cie la MARINE offre à ses assurés les **sécurités les plus complètes.**

Elle traite toutes assurances de transport aux conditions  
**les plus libérales.**

Prière de s'adresser pour tous renseignements au Directeur de la Succursale suisse,  
**M. Alfred Bourquin, à Neuchâtel**

ainsi qu'aux agents principaux.

5435

## NOUVEAU

Oxydage de boîtes d'acier en tous genres, bleu, brun et noir, d'un très beau brillant. **Oxydage ordinaire très solide.**

**L.-A. RIESEN, MADRETSCH**

Usine hydraulique et moteur

Premier atelier fondé en 1882; seule maison pouvant par suite de longues expériences garantir la solidité et empêcher la rouille près l'oxydage. Echantillons déposés. — Téléphone 5309

**Fabrique de Montres bon courant**  
et Machines d'horlogerie en tous genres

**ED MOSER, ST-AUBIN (SUISSE)**

Spécialité de montres 18" et 20" pour l'Angleterre et colonies. Nouveau calibre Boston remontoir mise à l'heure par la couronne. 5135

Finissage 18" et 13" genre allemand ancre et cylindre.

USINE HYDRAULIQUE

**FABRIQUE D'HORLOGERIE**

**LOUIS MULLER & C<sup>o</sup>**

MAISON FONDÉE EN 1854

MARQUES DE FABRIQUE

MARS — DIDO

SPECIALITÉS

NOUVEAUTÉS

FANTAISIE

Adresse Télégraphique

MEUNIER — BIENNE

BIENNE

SUISSE



**RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX**  
GENÈVE, Corratier, 14.

Source la meilleur marché  
pour

**Sachets de montres, Papiers d'emballage, Imprimés**

**Nouveautés en papiers frappés**

**Sachets pour montres et réparations, depuis M. 1.25<sup>00/00</sup>.**

	50 kilos sans impr.	1000 pièces avec impr.
<b>Papier d'emballage, blanc ou brun</b>	M. 10.25	M. 15.25
» blanc ou brun satiné	» 11.50	» 16.50
» bleu, rose, blanc, cellulose ou imitation parchemin	» 18.—	» 25.—
» Pergamyn, qual. I	» 25.—	» 32.—
» Parchemin satiné Pa	» 20.—	» 28.—

**Cartes d'adresse, carton blanc ou couleur, le <sup>00/00</sup> depuis M. 5.—**

**Papier à lettre avec raison, le <sup>00/00</sup> depuis M. 5.—.**

**Enveloppes avec raison, le <sup>00/00</sup> depuis M. 2.—.**

Tous autres articles seront livrés au mieux.

Echantillons gratuits et franco.

Imprimerie ■ Papeterie ■ Papiers en gros  
Force électrique 5417

**J. S. POTOK, Leipzig**  
Bahnhofstr. 5 d.

Téléphone 1872. Adresse pour lettres et télégr.: Potok, Leipzig.

**On cherche des représentants.**

**ÉCOLE D'HORLOGERIE ET DE MÉCANIQUE**  
CHAUX-DE-FONDS (Suisse)

Apprentissage d'horlogerie complet: trois ans. Apprentissage d'horlogerie pour spécialités. Apprentissage pour mécaniciens: trois ans. Classe spéciale de fabrication horlogère par procédés mécaniques perfectionnés. Cours théoriques, dessins techniques.

**Classe de rhabillage.**

5408

Bureau officiel d'observation des montres  
avec bulletin au cachet communal.

S'adresser au Directeur.